

---

# B

# udget Economique 2000

---

Avant-Propos	1
Résumé	3
La conjoncture belge dans une perspective internationale	6
Conjoncture internationale en 1999 et 2000	
Conjoncture belge et des trois pays voisins	
Evolution des marchés financiers	11
Taux d'intérêt	
Taux de change	
Incertitudes liées à ces prévisions	14
1. Le PIB et ses composantes	16
Dépenses de consommation finale des particuliers	
Investissements des entreprises	
Investissements en logements	
Variation de stocks	
Dépenses publiques	
Exportations et importations	
2. Les évolutions des prix et des salaires	26
Evolution des prix intérieurs	
Indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales	
Evolution salariale	
Evolution relative du coût salarial	
3. Le marché du travail	32

---

## Liste des figures

---

<b>FIGURE 1</b>	Commerce mondial: importations de biens
<b>FIGURE 2</b>	Evolution du PIB
<b>FIGURE 3</b>	Taux d'intérêt à court terme: Zone euro, Etats-Unis, Japon
<b>FIGURE 4</b>	Taux de change bilatéraux: euro-dollar et euro-yen
<b>FIGURE 5</b>	Dépenses de consommation des particuliers
<b>FIGURE 6</b>	Consommation, revenu disponible et taux d'épargne des particuliers
<b>FIGURE 7</b>	Investissements des entreprises
<b>FIGURE 8</b>	Taux d'investissement dans le secteur marchand
<b>FIGURE 9</b>	Investissements résidentiels
<b>FIGURE 10</b>	Contribution de la variation de stocks à la croissance
<b>FIGURE 11</b>	Exportations de biens et services
<b>FIGURE 12</b>	Evolution mensuelle et prévisions de l'inflation
<b>FIGURE 13</b>	Evolution des coûts salariaux en Belgique par rapport aux principaux partenaires commerciaux
<b>FIGURE 14</b>	Emploi et taux d'emploi
<b>FIGURE 15</b>	Evolution du nombre de chômeurs

Ces prévisions macro-économiques ont été transmises par l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) au Gouvernement fédéral dans le cadre de la préparation du contrôle budgétaire fédéral pour l'année 2000. Selon la procédure prévue, le Bureau fédéral du Plan a soumis une proposition de Budget Economique au Comité Scientifique et au Conseil d'Administration de l'ICN. Cette dernière instance adopte les chiffres définitifs et en porte la responsabilité finale. Le Comité Scientifique a émis un avis favorable sur le Budget Economique le 16 février 2000.

Les nouveaux Comptes nationaux annuels, établis par l'ICN pour la période 1995-1998 selon la méthodologie du SEC95, ont servi de base historique pour la réalisation du Budget Economique 2000. Par ailleurs, les estimations pour l'année 1999 se fondent largement sur les comptes trimestriels disponibles jusqu'au troisième trimestre. En matière de finances publiques, l'hypothèse usuelle qui consiste à raisonner à "politique inchangée" a été faite.

La situation macro-économique dans le reste du Monde est basée sur les dernières prévisions de la Commission Européenne (datant de l'automne 1999), mais l'évolution des variables financières (taux de change, taux d'intérêt et prix du pétrole) a toutefois été amendée afin de prendre en compte les développements monétaires les plus récents. Arrêtées à la fin janvier, les observations pour ces variables ont été prolongées pour les onze mois restants sur base d'hypothèses techniques réalisées à partir de cotations à terme, supposées refléter les anticipations des marchés financiers.

Ces prévisions ont été achevées le 21 février 2000.

L. Verjus  
Président du Conseil d'Administration  
de l'Institut des Comptes Nationaux

---

## Chiffres clés pour l'économie belge

*Variations en % en volume - sauf indications contraires*

	97	98	99	00
Dépenses de consommation finale des particuliers	2.2	3.8	2.0	2.1
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0.0	1.4	2.3	1.0
Formation brute de capital fixe	6.5	3.7	6.0	4.5
Emplois finals nationaux	2.7	4.1	1.8	2.9
Exportations de biens et services	6.7	4.2	2.9	6.8
Importations de biens et services	5.8	6.3	2.2	6.6
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.9	-1.2	0.6	0.4
Produit intérieur brut	3.5	2.7	2.3	3.2
Indice traditionnel des prix à la consommation	1.6	1.0	1.1	1.5
Indice santé	1.3	1.3	0.9	1.3
Revenu disponible réel des particuliers	1.0	2.9	1.4	2.3
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	17.6	16.6	16.0	16.1
Emploi intérieur (variation en milliers, situation au 30 juin)	22.1	44.4	43.9	53.4
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	9.4	9.5	9.0	8.5
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	4.8	4.1	4.1	4.3
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	-.	-.	106.7	102.5
Taux d'intérêt à court terme (tarif interbancaire, 3 mois) (%)	3.5	3.6	2.9	3.9
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	5.8	4.8	4.8	5.7

---

## Résumé

*Nette reprise de la croissance économique au cours de l'année 1999*

Bénéficiant de la reprise de l'économie mondiale et du redémarrage de nos exportations, la croissance économique belge s'est fortement accélérée durant la seconde partie de l'année 1999. L'amélioration des perspectives de demande dans l'industrie manufacturière a permis d'enrayer l'important mouvement de déstockage qui caractérisait la première partie de l'année 1999. Sur l'ensemble de l'année 1999, la croissance réelle du PIB atteindrait 2,3 pour-cent grâce au dynamisme des investissements des entreprises non-industrielles, à la contribution positive du commerce extérieur, ainsi qu'à une consommation privée toujours soutenue. La révision à la hausse de la croissance en 1999 est essentiellement due au redressement de nos marchés à l'exportation, tandis que l'impact de la crise de la dioxine sur l'activité économique est resté limité (évalué à 0,2 pour-cent du PIB en 1999). Le profil ascendant de l'économie belge au cours de l'année dernière se traduit d'ores et déjà pour l'an 2000 par un acquis de croissance largement positif, pour le PIB comme pour les principales composantes de la demande finale.

*La croissance économique en 2000 tirée par les exportations et la demande intérieure*

Les perspectives de croissance de l'économie internationale et du commerce mondial se sont renforcées au cours de ces six derniers mois, non seulement en raison du dynamisme persistant de la croissance américaine, mais également de la reprise des économies émergentes et d'une conjoncture de plus en plus porteuse en Europe. La progression des marchés extérieurs de la Belgique, tant intra qu'extra-européens, devrait donc s'accélérer cette année (soit 6,5 pour-cent contre 4,3 pour-cent l'année dernière).

Pour la première fois depuis le début de la précédente décennie, la croissance des exportations belges devrait légèrement dépasser celle de notre marché potentiel grâce à l'amélioration de la compétitivité prix. Cette amélioration proviendrait, d'une part, de la dépréciation cumulée au cours de la période 1999-2000 du taux de change de l'euro et, d'autre part, de la diminution du coût salarial relatif par unité produite par rapport à nos principaux partenaires commerciaux. La faible progression prévue du coût salarial par unité produite s'explique quant à elle par l'application de l'accord interprofessionnel 1999-2000, la dimi-

---

nution très importante des cotisations de sécurité sociale des employeurs en 2000 et la hausse de la productivité par heure prestée.

La croissance de la demande intérieure devrait s'accélérer cette année en raison d'une contribution largement positive des variations de stocks, résultant non seulement de l'arrêt du dés-  
stockage observé l'année dernière, mais également d'une reconstitution des stocks liée à l'augmentation de la croissance. La progression des investissements des entreprises, qui a été gonflée l'année dernière par le caractère exceptionnel des dépenses de matériel et de logiciels informatique afin de faciliter le passage à l'an 2000, devrait par contre ralentir cette année. Néanmoins, malgré ce léger ralentissement, le taux d'investissement des entreprises, exprimé en pourcentage du produit intérieur brut, se relèverait de 0,7 points de pour-cent entre 1998 et 2000. Après une quasi stabilisation en 1999, les investissements des ménages en logements devraient, quant à eux, renouer avec une croissance positive.

Le pouvoir d'achat des particuliers, mesuré par leur revenu disponible réel, devrait augmenter de 2,3 pour-cent cette année, contre 1,4 pour-cent l'année dernière. La plus forte croissance de l'emploi, la progression un peu plus importante du salaire brut horaire avant indexation et le redressement des revenus de la propriété résultant de la hausse des intérêts et dividendes reçus, sont les principaux facteurs expliquant la croissance plus soutenue du revenu disponible des particuliers. Par conséquent, la consommation privée, dont la progression à un an d'intervalle avait été inférieure à 2 pour-cent durant le deuxième et troisième trimestre 1999, devrait redémarrer et atteindre un taux de croissance réel de 2,1 pour-cent sur l'ensemble de l'année 2000. Le taux d'épargne, en baisse ininterrompue depuis 1994, devrait quasiment se stabiliser cette année.

Au total, la croissance de la demande intérieure devrait être de 2,9 pour-cent. Compte tenu d'une contribution positive des exportations nettes de 0,4 pour-cent, le PIB progresserait de 3,2 pour-cent en 2000.

---

*Après la hausse de ces derniers mois, l'inflation devrait progressivement ralentir en 2000*

En 1999, les prix du pétrole ont augmenté d'environ 40% par rapport à leur niveau moyen de 1998. Après avoir atteint près de 2 pour-cent à la fin de l'année dernière, l'inflation devrait toutefois progressivement fléchir; la diminution de la contribution des prix de l'énergie à l'inflation compenserait le relèvement progressif de l'inflation sous-jacente résultant des effets différés de la hausse, déjà observée, des prix à l'importation en BEF. Sur l'ensemble de l'année 2000, l'augmentation des prix à la consommation devrait atteindre 1,5 pour-cent (contre 1,1 pour-cent en 1999), tandis que l'indice santé, qui exclut notamment les produits énergétiques, ne progresserait que de 1,3 pour-cent (contre 0,9 pour-cent en 1999).

L'indice pivot pour l'indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales ne serait pas franchi durant l'année 2000, ce qui se traduira par l'absence d'indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales cette année.

*La croissance en 2000 sera très favorable à la création d'emplois*

L'emploi intérieur total devrait croître de plus de 53.000 personnes (données au 30 juin), soit 9.000 de plus qu'en 1999. Cet accroissement supplémentaire est essentiellement le fait des embauches (+47.500 emplois contre +32.000 en 1999) et plus particulièrement des emplois dits "traditionnels" (hors programmes spéciaux) dans les entreprises. En effet, par rapport à l'année dernière, le nombre de créations d'emplois dans le cadre des programmes spéciaux devrait se réduire; la création d'emplois "traditionnels", devrait représenter plus de 80 pour-cent des créations d'emplois dans le secteur privé, contre moins de 60 pour-cent en 1999. Ce résultat s'explique par l'accélération de l'activité économique ainsi que par la réduction supplémentaire des cotisations de sécurité sociales.

L'amélioration de l'emploi au cours de la période 1999-2000 entraîne une hausse du taux d'emploi (exprimé comme l'emploi total en pourcentage de la population en âge de travailler) de 57,4 pour-cent en 1998 à 58,1 pour-cent en 1999 et 58,9 pour-cent en 2000. Au total, de 1994 à 2000, le taux d'emploi progresserait de 3 points de pour-cent, soit en moyenne 0,5 points de pour-cent par an.

Trois quart des créations d'emplois de l'année contribueront à la réduction du nombre de chômeurs (définition du Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail), soit près de 41.000 personnes; le quart restant correspond à l'augmentation de la population active.

Conjoncture internationale en 1999 et 2000

La croissance économique mondiale s'est très fortement accélérée durant la seconde partie de l'année 1999, non seulement en raison du dynamisme persistant de l'économie américaine, mais également d'une rapide reprise des économies émergentes (d'Asie et d'Amérique Latine) et de la confirmation du raffermissement de la croissance européenne.

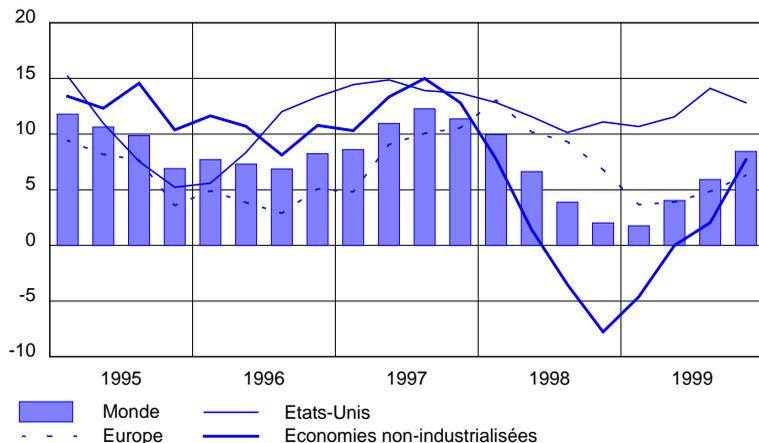
Après un net fléchissement initié par la crise des économies du sud est asiatique en 1998, la progression du commerce mondial de biens a redémarré dès le deuxième trimestre de l'année dernière. La reprise assez vigoureuse des échanges internationaux au cours du second semestre 1999 a notamment été soutenue par la robustesse de la demande à l'importation américaine ainsi que par le net redressement des importations des économies non industrialisées.

---

FIGURE 1

Commerce mondial: importations de biens

Taux de croissance à un an d'intervalle en volume



Source: CPB, Bureau fédéral du Plan

---

---

Ces évolutions ont renforcé, au cours de ces six derniers mois, les perspectives de croissance pour l'économie internationale. L'économie mondiale devrait progresser de plus de 3,5 pour-cent cette année (3 pour-cent en 1999) et se caractériser par une très forte convergence des rythmes de croissance des principales zones économiques, à l'exception toutefois du Japon.

La reprise des *économies émergentes* (et plus particulièrement de la Corée du Sud et de Taiwan), amorcée l'année dernière par un redressement de leur demande intérieure, se renforcera cette année sous l'impulsion de l'amélioration de la conjoncture internationale. A la fin de l'année 1999, la plupart des autres économies non industrialisées ont multiplié les signes de raffermissement de la demande. Il est probable que la hausse des prix des produits pétroliers ait joué un rôle non négligeable dans le redressement affiché par certaines de ces économies. La vigueur de la reprise en Amérique Latine (et plus particulièrement au Brésil et au Mexique) a notamment surpris les marchés financiers. En Russie, la production industrielle s'est redressée dès la fin du premier trimestre de l'année 1999. En Europe Centrale et de l'Est, la croissance devrait s'accélérer dans le sillage de la reprise européenne.

Le *Japon* ne participe pas à ce mouvement d'optimisme quasi généralisé. En effet, bien que les perspectives de croissance pour cette année aient été revues à la hausse, les indicateurs économiques récents dressent un tableau assez contrasté du rythme de reprise de cette économie sur laquelle d'importantes incertitudes continuent de peser. La sortie de récession de l'économie japonaise s'explique en effet essentiellement par une politique budgétaire de dépenses publiques très expansionniste et, plus récemment, par une amélioration des exportations rendue possible par la reprise en Asie du sud-est. Toutefois, les perspectives de croissance de l'économie japonaise restent conditionnées par la reprise de la demande intérieure privée et plus particulièrement des dépenses de consommation, lesquelles demeurent freinées par la déflation, la diminution de l'emploi et des salaires. En outre, les exportations japonaises et la confiance des industriels pourraient être handicapées en cas de nouvelle appréciation du yen.

---

Pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive, la croissance de l'*économie américaine* devrait se situer aux alentours de 4 pour-cent en 1999. Malgré l'absence de signes tangibles de ralentissement de l'activité économique et la révision à la hausse quasi unanime de la croissance potentielle américaine, la plupart des institutions internationales prévoient à nouveau une décélération du PIB américain. La vigueur de la demande intérieure américaine, et plus particulièrement de la consommation privée dopée par la forte hausse des cours boursiers et d'importantes créations d'emplois, devrait fléchir cette année. Ce ralentissement serait initié par la diminution progressive des effets de richesse ainsi que par le resserrement des conditions monétaires. Les exportations américaines devraient prendre le relais en tant que soutien de la croissance cette année.

Soutenue par une conjoncture internationale de plus en plus porteuse, la *croissance européenne* s'est accélérée au cours du troisième trimestre de l'année dernière. La nette amélioration de la confiance des chefs d'entreprises ainsi que le maintien d'un niveau de confiance élevé des consommateurs, laisse présager une nouvelle accélération de la croissance. Le caractère temporaire du ralentissement de l'activité entre la mi-98 et la mi-99 serait ainsi confirmé. En moyenne annuelle, la progression du PIB européen s'établirait à plus de 2 pour-cent en 1999.

En dépit de conditions monétaires relativement moins favorables cette année, la demande intérieure européenne devrait demeurer le principal soutien de la croissance. La consommation privée serait effectivement stimulée par la poursuite de l'amélioration du marché de l'emploi et la progression du revenu disponible des ménages; les entreprises bénéficieraient d'une hausse de la rentabilité et de la productivité et procéderaient à une certaine reconstitution des stocks compte tenu de la montée des prix des matières premières et de meilleures perspectives de demande. Les exportations européennes bénéficieraient d'un environnement intra et extra-européen porteur ainsi que d'une amélioration de leur compétitivité liée à la dépréciation du taux de change effectif de l'euro. Contrairement à l'année dernière, la contribution du commerce extérieur à la croissance ne serait plus négative cette année, mais elle resterait limitée par l'accélération des importations européennes.

---

Avec environ 3 pour-cent de croissance, l'expansion de l'Union Européenne en 2000 devrait être supérieure à sa croissance potentielle et résulter d'une plus grande convergence des rythmes de progression du PIB des États membres. En effet, les indicateurs d'une reprise se multiplient également en Allemagne et en Italie; deux pays d'autant plus affectés l'année dernière par la crise des économies émergentes que leur demande intérieure n'était pas encore aussi vigoureuse que dans le reste de l'Union Européenne.

### *La méthodologie suivie pour la mise au point de l'environnement international*

Les perspectives économiques publiées deux fois par an par la Direction générale des Affaires économiques et financières de la Commission Européenne constituent la source principale pour l'élaboration des hypothèses d'environnement international du Budget Economique. L'évolution future des marchés extérieurs pertinents pour la Belgique est obtenue sur base d'une moyenne pondérée des prévisions de croissance des importations de nos partenaires commerciaux. La dynamique des prix mondiaux auxquels fait face la Belgique est également calculée à partir de moyennes pondérées des prix à l'exportation des différents pays ou zones géographiques.

Toutefois, le délai de plusieurs mois entre la publication de la Commission et l'élaboration du Budget Economique nécessite souvent l'adaptation des hypothèses de taux de change, de taux d'intérêt et de prix des produits pétroliers, afin de prendre en compte les évolutions les plus récentes en la matière.

A partir de la dernière observation connue, une méthodologie que l'on peut qualifier de technique, puisque basée sur les anticipations des marchés et non pas sur un scénario macroéconomique, est appliquée. Plus précisément, l'évolution future des taux de change bilatéraux est calculée sur base du profil des cotations à terme des différentes monnaies. Une méthodologie analogue est utilisée pour projeter la trajectoire du prix du pétrole. Notons que l'évolution des prix mondiaux exprimés en francs belges obtenue sur base des hypothèses de la Commission Européenne, est par la suite adaptée pour tenir compte de la variation du taux de change effectif et des prix des produits pétroliers.

Le profil à venir des taux d'intérêt à court terme est déterminé à l'aide de taux "futurs" de marché, tandis que pour les taux à long terme la dernière observation mensuelle est supposée refléter la meilleure prévision pour les mois suivants.

*Conjoncture belge et des trois pays voisins*

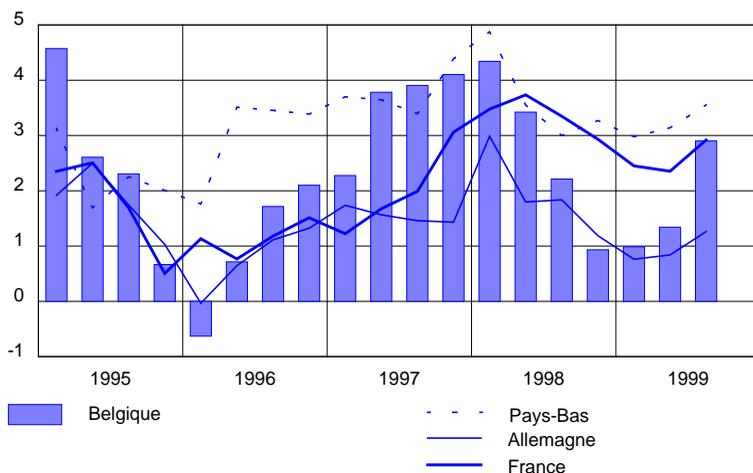
Sur l'ensemble de l'année 1999, la croissance du PIB belge (estimée à 2,3 pour-cent) devrait se situer légèrement au-dessus de la moyenne pondérée de nos trois principaux partenaires commerciaux et quelque peu en deçà des performances françaises. Alors que pour la quatrième année consécutive, la croissance économique a une fois de plus été particulièrement vigoureuse aux Pays-Bas, l'activité économique allemande est quant à elle demeurée relativement faible en 1999.

En Belgique, comme chez nos trois principaux partenaires commerciaux, le tassement de la croissance n'aura été que de courte durée. Ainsi, à partir du troisième trimestre 1999, les exportations belges et celles de nos voisins ont bénéficié de la reprise du commerce mondial et des échanges intra-européens. A l'exception de l'Allemagne, la progression des investissements des entreprises est demeurée dynamique dans ces pays. La Belgique se distingue toutefois par un cycle économique plus prononcé que ses voisins, parce qu'exacerbé par les importants mouvements de stocks observés depuis la fin de l'année 1998.

**FIGURE 2**

**Evolution du PIB**

*Taux de croissance à un an d'intervalle à prix constants*



Source: Sources nationales, ICN, Eurostat

Cette année, le rythme de progression de l'activité économique devrait s'accélérer en Belgique, en Allemagne et en France,

---

sous l'impulsion d'une contribution positive des exportations nettes et d'un raffermissement de la demande intérieure (stocks compris). Aux Pays-Bas par contre, le redressement des exportations devrait être plus que compensé par un ralentissement de la demande intérieure, laquelle avait été particulièrement dynamique l'année dernière.

### *Evolution des marchés financiers*

Alors qu'il y a à peine un an, des craintes déflationnistes, liées aux retombées de la crise économique et financière des économies émergentes, apparaissaient sur les marchés financiers, ces craintes se sont aujourd'hui renversées. En effet, les cours des produits pétroliers en dollar se sont spectaculairement redressés dès le deuxième trimestre de l'année dernière, de sorte qu'en moyenne annuelle le prix du Brent en 1999 a augmenté d'environ 40% par rapport à 1998. Par ailleurs la généralisation du rebond de l'activité économique mondiale a permis une nette reprise des cours des matières premières non énergétiques durant la seconde partie de l'année 1999. Ces évolutions, qui se sont essentiellement traduites par une accélération des prix à la production, ont conduit à un relèvement des taux d'inflation et des perspectives inflationnistes des principales économies industrialisées, exception faite du Japon. Bien que les marchés financiers anticipent une diminution progressive des prix des produits pétroliers durant l'année en cours, les craintes inflationnistes aux Etats-Unis et en Europe se sont exacerbées.

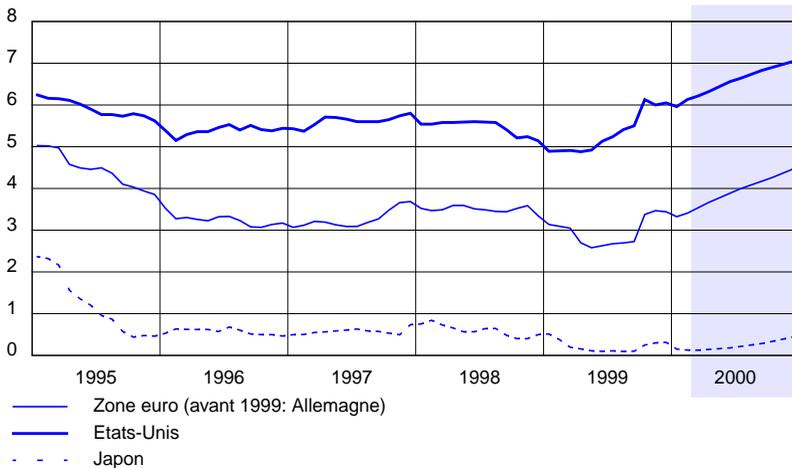
### *Taux d'intérêt*

Aux Etats-Unis, l'inflation en rythme annuel est passée de 1,7 pour-cent au premier trimestre 1999 à 2,6 pour-cent au quatrième trimestre 1999 alors que dans la zone euro, pour la même période, on a observé une augmentation de 0,8 à 1,5 pour-cent. Le Japon a quant à lui connu une inflation nulle ou négative durant les quatre trimestres de l'année 1999. Aux Etats-Unis, les tensions inflationnistes se sont accentuées en raison de la remontée des prix des produits de base et de l'étroitesse de plus en plus marquée du marché du travail. Par ailleurs, le niveau élevé des cours boursiers a dopé la consommation privée (via des effets de richesse) et entraîné un taux d'épargne négatif des ménages. Dans la zone euro, les prix subissent moins de pressions. Néanmoins, la dépréciation du taux de change effectif de l'euro et la hausse des prix du pétrole pourraient constituer une menace éventuelle pour la stabilité des prix dans la zone euro.

Afin de contrer les tensions inflationnistes, la Réserve fédérale et la Banque Centrale Européenne ont relevé, par deux fois, en novembre 1999 et février 2000, leurs taux directeurs. Pour la zone euro, l'Euribor devrait augmenter de 90 points de base et passer de 3 pour-cent en moyenne en 1999 à 3,9 pour-cent en 2000. En raison de menaces inflationnistes plus aiguës aux Etats-Unis, les taux d'intérêt américains à court terme devraient augmenter plus fortement que les taux européens, soit 130 points de base, passant de 5,3 pour-cent en moyenne en 1999 à 6,6 pour-cent en 2000. Les attentes inflationnistes au Japon étant faibles, voire négatives, les taux à court terme devraient rester, à peu de chose près, constants (autour de 0,2 pour-cent).

**FIGURE 3**

**Taux d'intérêt à court terme: Zone euro, Etats-Unis, Japon**  
Moyennes mensuelles en pour-cent



Source: Datastream, Bureau fédéral du Plan

La réaction des marchés financiers à ce nouvel environnement de prix s'est traduite par une hausse continue des rendements obligataires des deux côtés de l'Atlantique. Cette remontée n'a eu que peu de répercussions sur les marchés boursiers européens et américains, lesquels ont été soutenus par des perspectives conjoncturelles favorables.

En 1999, les valeurs moyennes des taux d'intérêt à long terme (10 ans) étaient de 4,6 pour-cent pour la zone euro, de 5,6 pour-cent aux Etats-Unis et un peu moins de 1,8 pour-cent au

---

Japon. Pour 2000, on prévoit que ces taux seront de 5,7 pour-cent pour la zone euro, de 6,7 pour-cent aux Etats-Unis et de 1,7 pour-cent au Japon. Les taux à long terme vont donc sensiblement augmenter (de plus de 100 points de base) en moyennes annuelles, excepté au Japon où les taux à long terme devraient diminuer de près de 10 points de base.

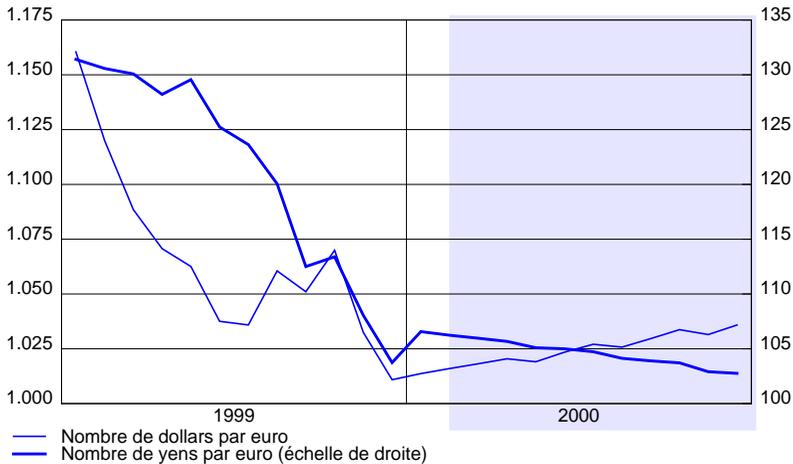
Les taux à long terme resteraient donc plus élevés aux Etats-Unis qu'en Europe, eux-mêmes supérieurs aux taux japonais. Deux facteurs sont à l'origine de ces différences: les écarts de taux d'intérêt à court terme et les attentes inflationnistes plus accentuées pour les Etats-Unis que pour la zone euro et le Japon.

En 2000, le différentiel de taux d'intérêt à long terme entre la Belgique et l'Allemagne devrait atteindre 20 points de base, ce qui correspond plus ou moins à l'écart observé en janvier 2000.

### *Taux de change*

Durant toute l'année 1999, le cours de l'euro exprimé en dollar a baissé. Une faible reprise s'est uniquement amorcée durant le mois de juillet. Cette dépréciation de l'euro ne devrait pas se poursuivre en 2000. On s'attend en effet à ce que l'euro gagne un peu de terrain par rapport au dollar dans le courant de cette année. Deux raisons peuvent être invoquées pour justifier cette prévision: d'une part, un écart de croissance économique qui devrait être moins marqué que l'année dernière entre les Etats-Unis et la zone euro et, d'autre part, une inflation plus élevée aux Etats-Unis. Toutefois, cette appréciation très limitée de l'euro dans le courant de l'année 2000, par rapport au niveau moyen du mois de janvier, ne suffira pas, loin de là, à éviter une dépréciation de l'euro par rapport au dollar en moyenne annuelle. En 1999, le cours moyen de l'euro était de 1,07 dollars; en 2000 il ne serait que légèrement supérieur à 1,02 dollars. L'euro se déprécierait également par rapport au yen: en 2000, sur base annuelle, il s'échangerait à 104,7 yens contre 121,4 yens en 1999.

La dépréciation de l'euro, en moyenne annuelle, tant par rapport au dollar que par rapport au yen est le principal facteur expliquant la dépréciation du taux de change effectif nominal du BEF cette année (-1,8 pour-cent après -1,7 pour-cent en 1999).

**FIGURE 4****Taux de change bilatéraux: euro-dollar et euro-yen**  
*Moyennes mensuelles*

Source: Datastream, Bureau fédéral du Plan (pour 2000 cf. encadré)

### *Incertitudes liées à ces prévisions*

Eu égard aux évolutions en cours, les incertitudes et les risques qui subsistent actuellement sur les prévisions pour cette année, portent moins sur l'économie réelle que sur l'environnement financier extra et intra-européen.

La gestion prudente de la politique monétaire de la Réserve fédérale, et l'apparition de surplus budgétaires, renforcent le scénario d'un ralentissement progressif de la croissance américaine. Toutefois, l'accentuation des déséquilibres qui caractérisent l'économie américaine (taux d'épargne négatif et progression de l'endettement du secteur privé conjugué à la dégradation du déficit courant) pourrait détériorer à terme la confiance des investisseurs et provoquer d'importantes perturbations des taux de change et d'intérêt.

---

D'un autre côté, la croissance du PIB américain pourrait encore réserver quelques surprises cette année. Plus généralement, le renforcement de la conjoncture internationale, et partant du commerce mondial, pourrait être plus prononcé que prévu. Dans cette perspective, la Belgique serait confrontée à des marchés à l'exportation plus dynamiques, d'autant que le renforcement du dollar (soutenu par la conjoncture américaine) permettrait une nouvelle amélioration de la position compétitive des économies européennes.

Le risque d'inflation, qui pourrait découler d'une diminution plus importante que prévue du taux de change effectif de l'euro cette année, devrait rester limité. En effet, l'éventuelle transmission d'une hausse des prix européens à l'importation sur les prix à la consommation devrait être amortie par le mouvement de réforme et de dérégulation des marchés des biens et services destiné à renforcer la compétitivité de l'Union Européenne, tandis que les coûts salariaux par unité produite devraient demeurer sous contrôle grâce aux gains de productivité. De plus, comme anticipé par les marchés financiers, le mouvement de resserrement de la politique monétaire devrait se poursuivre dans le courant de l'année permettant ainsi de prévenir une nouvelle montée des anticipations inflationnistes et des taux d'intérêt à long terme.

Si, conformément aux anticipations du marché, la hausse des cours pétroliers n'était que temporaire, le choc sur l'inflation mondiale pourrait être rapidement absorbé. Dans le cas contraire, les retombées indirectes du renchérissement des produits énergétiques pourraient hypothéquer le fléchissement de l'inflation attendu en cours d'année et peser sur la croissance économique mondiale.

## 1. Le PIB et ses composantes

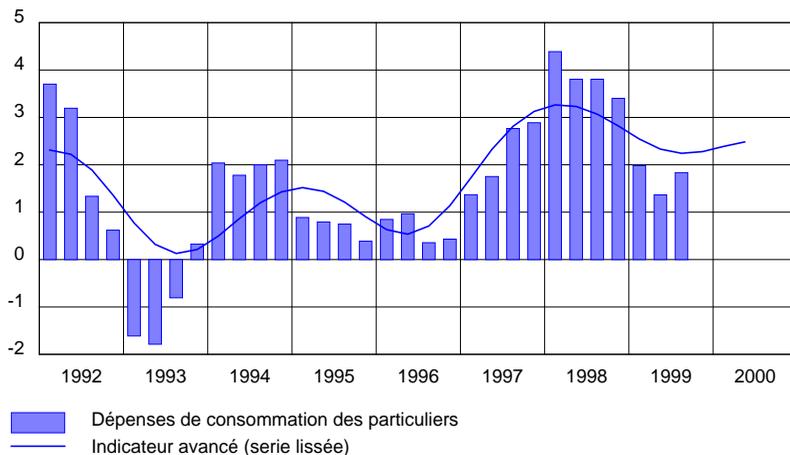
### Dépenses de consommation finale des particuliers

En 1999, les dépenses de consommation finale des particuliers ont cru en termes réels de 2 pour-cent, soit à un rythme supérieur à celui du revenu disponible réel des particuliers, prolongeant ainsi la baisse continue du taux d'épargne enregistrée depuis la sortie de la récession de 1993.

La dynamique infra-annuelle indique qu'après un deuxième trimestre assez faible, la croissance de la consommation devrait s'être accélérée assez nettement au second semestre 1999. Après une forte chute au mois de juin, conséquence de l'inquiétude suscitée par la crise de la dioxine, l'indicateur de confiance des consommateurs publié par la Commission Européenne s'est progressivement redressé au cours de la seconde moitié de l'année pour revenir à un niveau comparable à son précédent sommet atteint au début de 1999.

FIGURE 5

### Dépenses de consommation des particuliers Taux de croissance à un an d'intervalle à prix constants



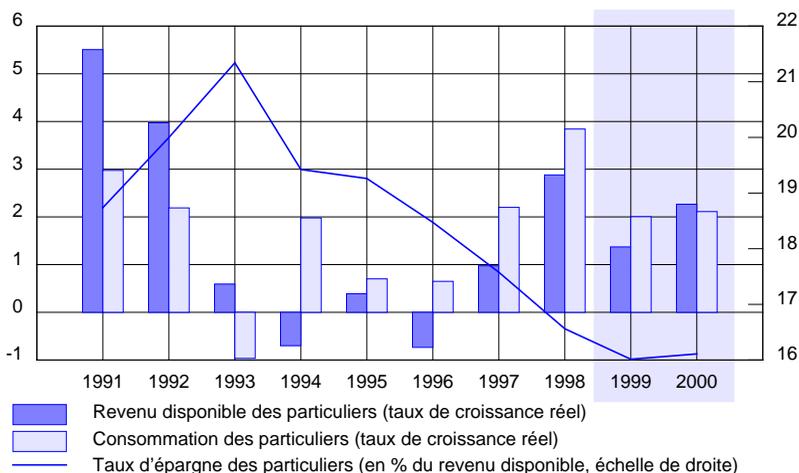
Source: ICN, Bureau fédéral du Plan

Le sensible ralentissement de la progression du revenu disponible réel des particuliers en 1999 par rapport à l'année précédente (1,4 pour-cent contre 2,9 pour-cent en 1998) s'explique en premier lieu par un recul des revenus de la propriété lié à la

baisse des taux d'intérêt à court terme (qui influence négativement les intérêts perçus par les ménages) et des dividendes. La moindre progression de la masse salariale et des revenus des indépendants a également contribué à ce ralentissement.

En 2000, le salaire brut horaire avant indexation dans le secteur privé devrait augmenter un peu plus rapidement qu'en 1999, l'emploi "traditionnel" devrait également progresser de façon plus soutenue (voir la section consacrée l'analyse du marché du travail) et les revenus de la propriété devraient se redresser sous l'impulsion de la hausse des taux d'intérêt et des dividendes reçus. Tous ces éléments devraient se traduire par une croissance de 2,3 pour-cent du revenu disponible réel des particuliers.

**FIGURE 6** Consommation, revenu disponible et taux d'épargne des particuliers



Source: ICN, Bureau fédéral du Plan (avant 1995: calculs propres)

Cette progression des revenus combinée à un climat économique général favorable, devrait permettre aux dépenses de consommation de croître à un rythme proche de leur niveau tendanciel, soit 2,1 pour-cent. Par conséquent, le taux d'épargne devrait, pour la première fois depuis six ans, très légèrement se redresser en 2000.

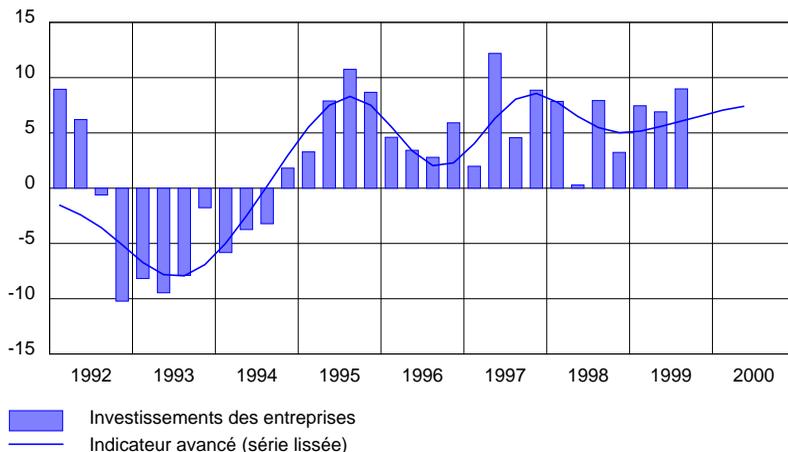
*Investissements des entreprises*

Contrairement au scénario retenu en juillet dernier, qui prévoyait un tassement de la croissance des investissements des entreprises en 1999, celle-ci s'est montrée étonnement dynamique tout au long de l'année 1999, oscillant trimestriellement entre 7 et 9 pour-cent par rapport au trimestre correspondant de 1998.

**FIGURE 7**

**Investissements des entreprises**

*Taux de croissance à un an d'intervalle à prix constants*



Source: ICN, Bureau fédéral du Plan

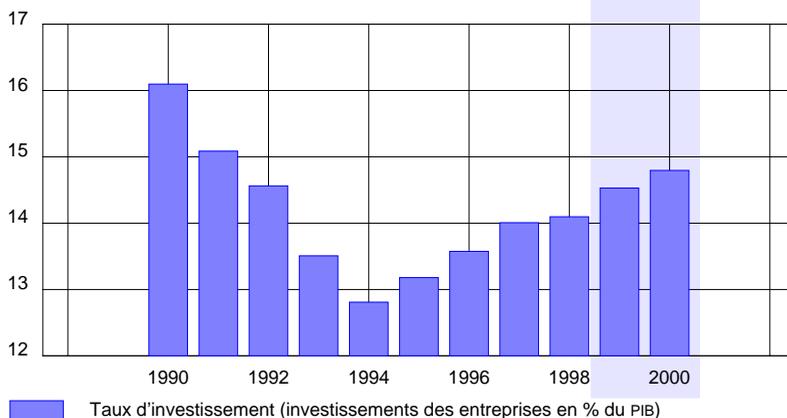
Toutefois, si l'on se réfère aux statistiques des investissements selon les déclarations à la TVA, une claire distinction peut être faite entre les entreprises industrielles et non-industrielles. En effet, ces dernières ont vu leurs investissements en valeur croître à un rythme beaucoup plus soutenu que les entreprises industrielles.

Les investissements des entreprises non-industrielles (en particulier dans les branches des transports publics et des communications) ont apparemment été moins affectés par le ralentissement conjoncturel, et ont probablement été gonflés par des dépenses exceptionnelles en matériel informatique et logiciels (qui dans la version antérieure des comptes nationaux étaient répertoriés comme une consommation intermédiaire) afin de s'adapter au passage à l'an 2000.

Le ralentissement de la croissance des investissements des entreprises industrielles s'explique par la forte décélération de l'activité dans l'industrie au cours du second semestre de 1998, ce qui s'est traduit par une sensible diminution du taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière au cours de cette période.

Comme semble l'indiquer la remontée des taux d'utilisation en 1999 et l'enquête d'automne dernier de la BNB sur les plans d'investissement dans l'industrie manufacturière, ceux-ci devraient se redresser assez nettement au cours de l'année 2000. Par contre, les investissements dans les entreprises non-industrielles ne devraient plus bénéficier de circonstances exceptionnelles.

**FIGURE 8** Taux d'investissement dans le secteur marchand



Source: ICN, Bureau fédéral du Plan

Néanmoins, malgré ce léger ralentissement, la croissance de la formation brute de capital fixe en volume pour l'ensemble des entreprises devrait tout de même avoisiner les 4,8 pour-cent en 2000. Dans ces conditions, le taux d'investissement des entreprises, exprimé en pourcentage du produit intérieur brut, continuerait sa progression, ce qui représenterait un relèvement de 0,7 points de pour-cent par rapport à 1998.

*Investissements en logements*

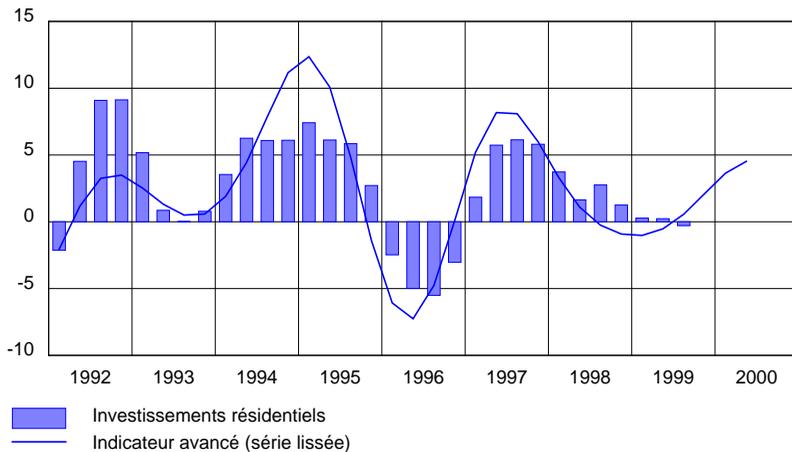
A l'opposé du dynamisme des investissements des entreprises, les investissements résidentiels des ménages n'ont quasiment pas progressé durant l'année dernière (+0,2 pour-cent). L'arrêt, à la mi-98, de la mesure incitative de réduction du taux de TVA sur certains types d'habitation n'est probablement pas étrangère à cette morosité.

Toutefois, après plusieurs trimestres de décélération, l'indicateur avancé des investissements des ménages nous indique qu'un point de retournement du cycle des investissements résidentiels semble s'être dessiné à partir du troisième trimestre 1999 et que ce redressement devrait se poursuivre au cours des trimestres suivants. L'enquête auprès des architectes témoigne en effet d'une évolution positive du volume des projets fermes aux 2ème et 3ème trimestre 1999, ce qui, en raison d'un décalage d'environ 3 à 4 trimestres, devrait se traduire par une progression des investissements résidentiels durant le premier semestre de l'année 2000.

**FIGURE 9**

**Investissements résidentiels**

*Taux de croissance à un an d'intervalle à prix constants*



Source: ICN, Bureau fédéral du Plan

Cette année, la croissance des investissements en logements devrait atteindre 2,8 pour-cent. La nette amélioration du marché du travail, l'accélération de la croissance du revenu disponible réel des ménages et le niveau élevé de confiance des consommateurs, devraient en effet soutenir la reprise de cette composante de la demande. Néanmoins, comparée à d'autres périodes de redressement conjoncturel, la reprise de la construction neuve ne serait que modérée, ce qui est attribuable à plusieurs facteurs: le net relèvement des taux d'intérêt hypothécaires depuis le premier trimestre 1999, l'augmentation des prix des terrains à bâtir en Flandre, et, bien que dans une moindre mesure, la hausse des coûts de construction. Par ailleurs, il n'est pas exclu que certains projets de construction soient actuellement postposés dans l'attente d'une éventuelle réduction du taux de TVA sur la construction neuve de logements privés.

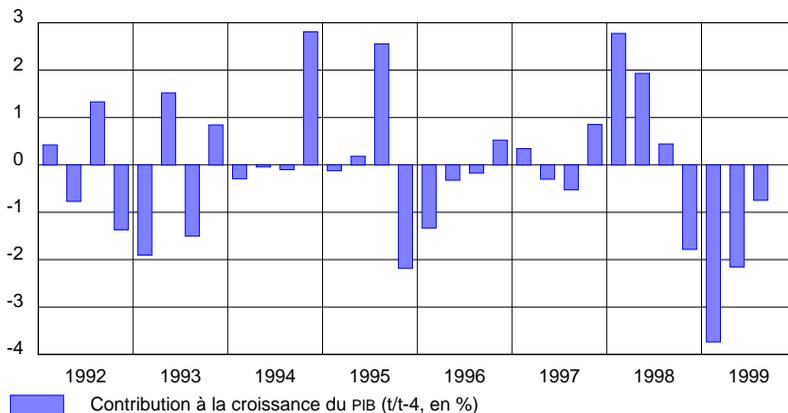
Par contre, les travaux de rénovation des logements, dont l'ancienneté est supérieure à 5 ans (contre 15 ans auparavant), devraient bénéficier de la réduction du taux de TVA de 21 à 6 pour-cent décidée dans le cadre du budget 2000 du Gouvernement fédéral.

#### *Variation de stocks*

Après avoir été largement positive au cours du premier semestre de 1998, la contribution des variations de stocks à la croissance est devenue progressivement négative à partir du dernier trimestre de cette même année, traduisant probablement le ralentissement des perspectives de croissance. Pour 1999, même avec un fort redressement escompté au dernier trimestre, le déstockage observé au cours des neuf premiers mois de l'année devrait conduire à une contribution négative à la croissance du PIB très importante (de l'ordre de 1,1 pour-cent contre une contribution positive de 0,8 pour-cent en 1998).

Notons que si le signe de ces contributions semble en conformité avec l'évolution du cycle économique, l'ampleur exceptionnelle de celles-ci au cours de ces deux années, aussi bien en termes de perspective historique belge qu'en termes de comparaison européenne, pourrait en partie être causée par la méthodologie des comptes nationaux trimestriels qui n'autorise pas une observation directe de l'évolution des stocks.

**FIGURE 10 Contribution de la variation de stocks à la croissance**



SOURCE: ICN

Pour 2000, dans la logique de la dynamique de 1998-1999, les stocks devraient se reconstituer pour faire face à l'accélération de la croissance économique et donc contribuer positivement à la croissance (+0,4 pour-cent).

*Dépenses publiques*

Selon la méthodologie du SEC95, les interventions publiques dans les dépenses de soins de santé ne sont plus, comme dans le SEC79, enregistrées dans les transferts sociaux aux ménages et intégrées à la consommation finale ménages. Elles sont désormais considérées comme des dépenses de consommation finale des pouvoirs publics qui sont mises à la disposition des ménages sous la forme de prestations sociales en nature. Ces prestations représentent un peu moins de 30% du total de la consommation finale des administrations publiques.

A prix courants, les dépenses de consommation publique progresseraient à un rythme de 3,1 pour-cent en 2000 contre 4,2 pour-cent l'année précédente. Cette différence s'explique essentiellement par la moindre croissance des rémunérations et des prestations sociales en nature. En fait, dans ces deux cas, c'est la croissance de 1999 qui a été particulièrement élevée. Pour les soins de santé, la croissance nominale des dépenses de 6,3 pour-cent observée en 1999 implique un dépassement de la norme de croissance réelle de 2,5 pour-cent, alors qu'en 2000,

on suppose que cette norme sera respectée. Quant aux rémunérations elles ont été, ponctuellement, majorées par le paiement d'une double prime de fin d'année au niveau du pouvoir fédéral (celle de 1998 en janvier, et celle de 1999 en décembre). A prix constants, avec un déflateur légèrement inférieur à 2 pour-cent, les dépenses de consommation des pouvoirs publics augmenteraient d'environ 1 pour-cent contre 2,3 pour-cent en 1999. Ce fléchissement trouverait également un élément d'explication dans la diminution attendue des créations d'emplois dans le secteur public (près de 12.000 en 1999 contre moins de 6.000 prévu cette année).

Les investissements des pouvoirs publics devraient, tout comme en 1999, continuer à croître à un rythme élevé (soit une croissance réelle de près de 7 pour-cent). Après une forte augmentation en 1999, les investissements des pouvoirs locaux devraient, conformément aux évolutions observées dans le passé au cours des années proches d'élections communales, progresser moins rapidement en 2000, soit de 9,4 pour-cent en termes nominaux par rapport à plus de 20 pour-cent en 1999. Cette moindre progression devrait être compensée par une croissance plus soutenue des investissements des autres entités. Notons que le profil des investissements publics de ces dernières années est modifié du fait que le SEC95 n'intègre plus les ventes de bâtiments publics.

### *Exportations et importations*

Bénéficiant de la reprise des échanges internationaux et de nos marchés à l'exportation, la progression des exportations belges s'est considérablement accélérée au cours de la seconde partie de l'année dernière, confirmant ainsi l'impact relativement limité de la crise de la dioxine sur l'image de marque de l'ensemble des produits belges. Le taux de croissance de l'indicateur avancé des exportations annonce une nouvelle accélération des exportations belges pour l'année en cours.

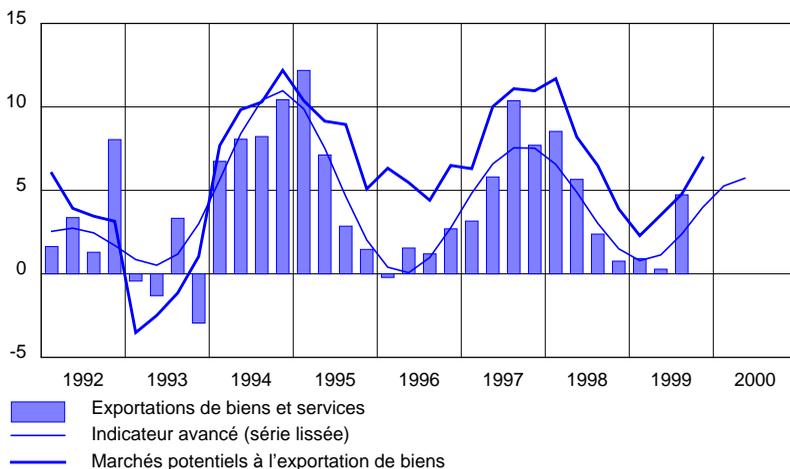
Sur l'ensemble de l'année 1999, la contribution positive du commerce extérieur à la croissance (+0,6 pour-cent) ne s'explique pas tant par la progression, somme toute assez modérée, des exportations en moyenne annuelle (2,9 pour-cent), que par la faiblesse des importations (2,2 pour-cent). Celle-ci peut paraître relativement paradoxale si on la confronte aux composantes de la demande intérieure hors stocks. Par contre, l'important mouvement de déstockage qui a caractérisé l'éco-

nomie belge l'année dernière constitue probablement un élément d'explication.

FIGURE 11

**Exportations de biens et services**

Taux de croissance à un an d'intervalle à prix constants



Source: CPB, ICN, Bureau fédéral du Plan

La progression des marchés extérieurs de la Belgique, tant intra qu'extra-européens, devrait s'accélérer cette année (soit 6,5 pour-cent contre 4,3 pour-cent l'année dernière). Pour la première fois depuis le début de la précédente décennie, la croissance des exportations belges devrait légèrement dépasser celle de notre marché potentiel grâce à l'amélioration de la compétitivité prix. Cette amélioration proviendrait, d'une part, de la dépréciation cumulée au cours de la période 1999-2000 du taux de change de l'euro (et par conséquent du taux de change effectif du BEF) et, d'autre part, de la diminution du coût salarial relatif par unité produite par rapport à nos principaux partenaires commerciaux.

Après plusieurs trimestres de déclin, les prix à l'importation, exprimés en BEF, ont affiché un net redressement à partir du milieu de l'année 1999. Ce redressement, initié par la majoration des prix des produits énergétiques et la dépréciation du taux de change effectif du BEF, a entraîné une dégradation des termes de l'échange (-0,7 pour-cent en 1999). En moyenne

annuelle, les prix à l'importation devraient s'accroître de 3,5 pour-cent en 2000. Compte tenu d'un relèvement des prix des exportations belges de 3,2 pour-cent, la détérioration des termes de l'échange serait plus limitée qu'en 1999 (-0,3 pour-cent).

Malgré cette légère détérioration, la contribution positive des exportations nettes à la croissance se traduira par une progression de l'excédent de la balance des opérations courantes jusqu'à 4,3 pour-cent du PIB après une stabilisation à 4,1 pour-cent en 1999.

## 2. Les évolutions des prix et des salaires

---

### *Evolution des prix intérieurs*

L'inflation, mesurée sur la base de l'augmentation annuelle moyenne de l'indice général des prix à la consommation, a atteint 1,2 pour-cent l'an dernier. Ce résultat était dû à une inflation sous-jacente<sup>1</sup> d'environ 1,0 pour-cent d'une part, et, d'autre part, à une contribution positive des prix des carburants et autres produits énergétiques. Après deux ans de diminution pratiquement ininterrompue, le prix du baril de Brent sur les marchés pétroliers internationaux est passé de quelque 10 USD en décembre 1998 à plus de 25 USD à la fin 1999. Le prix moyen du baril de pétrole brut s'est ainsi établi, en 1999, à 17,8 USD, ce qui représente une augmentation de près de 40 pour-cent par rapport au prix moyen en 1998. Compte tenu de l'appréciation du dollar, le taux de croissance annuel moyen en 1999 du prix du pétrole, exprimé en francs belges, était encore plus élevé (45 pour-cent).

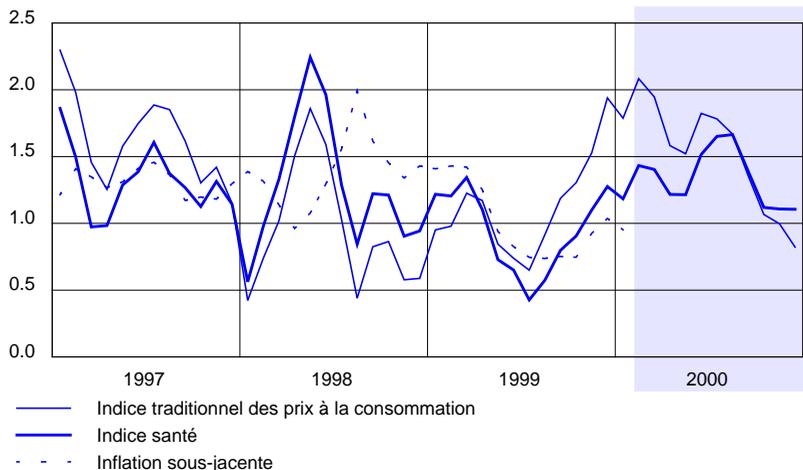
L'indice santé a progressé de 0,94 pour-cent en 1999. Par construction, cet indice étant nettement moins influencé par l'évolution des prix de l'énergie, son augmentation procentuelle s'est avérée plus faible que l'inflation mesurée sur la base de l'indice général des prix à la consommation.

Au début de cette année, l'augmentation des prix à la consommation atteignait 1,8 pour-cent. Toutefois, pour l'ensemble de l'année 2000 on prévoit une augmentation moyenne de 1,5 pour-cent. Ceci implique un ralentissement progressif du rythme annuel d'inflation durant cette année. Au cours du premier trimestre 2000, l'inflation ne devrait pas dépasser 1,9 pour-cent. Par la suite, l'augmentation en rythme annuel des prix à la consommation devrait décélérer, principalement sous l'influence des prix des carburants et autres produits énergétiques et malgré une légère progression de l'inflation sous-jacente.

---

1. L'inflation sous-jacente exclut les modifications de la TVA, d'accises et des autres taxes indirectes, ainsi que l'évolution des prix des produits énergétiques, du tabac, des alcools, des légumes et fruits frais.

**FIGURE 12** Evolution mensuelle et prévisions de l'inflation  
Taux de croissance à un an d'intervalle



Source: MAE, prévisions Bureau fédéral du Plan

Dans ces prévisions, on se fonde sur l'hypothèse que la progression des prix du pétrole sur les marchés internationaux cessera dans le courant du premier trimestre 2000 et que, conformément à l'évolution actuelle des cours à terme, l'on observera durant le reste de l'année une diminution des prix du baril de pétrole jusqu'à un niveau légèrement inférieur à 20 USD en décembre 2000.

Malgré l'hypothèse d'une évolution à la baisse du prix du baril de Brent à partir du deuxième trimestre 2000, celui-ci devrait toutefois, en moyenne annuelle, largement dépasser le prix observé l'année dernière (en 2000, le prix du baril de Brent s'établirait à 23,5 dollars, ce qui représente une augmentation de plus de 30% par rapport au prix moyen en 1999). Par conséquent, la progression de l'indice santé, qui est estimée cette année à 1,3 pour-cent, serait pour la deuxième année consécutive inférieure à la croissance de l'indice général des prix à la consommation.

Dans le courant de l'année 2000, l'inflation sous-jacente devrait passer de son niveau actuel de 1 pour-cent à environ 1,25 pour-cent à la fin de l'année. L'inflation sous-jacente ne devrait en effet réagir qu'avec retard à la dépréciation effective du taux

de change du franc belge et à la hausse du prix du pétrole. Quoi qu'il en soit, l'augmentation de l'inflation sous-jacente devrait rester limitée étant donné que la progression de 0,4 pour-cent du coût salarial par unité de production contribuera encore moins que les deux années précédentes à l'inflation intérieure.

*Indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales*

L'indice pivot pour l'indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales a été dépassé en avril 1999. Conformément à l'évolution mensuelle prévue de l'indice santé, cet indice pivot devrait à nouveau être dépassé au début 2001.

*Evolution salariale*

Le cadre institutionnel de l'évolution salariale actuelle est constitué par l'accord-cadre conclu par les partenaires sociaux à la fin 1998 et qui fixe, pour la période 1999-2000, la croissance maximale du coût salarial horaire à 5,9 pour-cent. Compte tenu de l'indexation qui, au moment des négociations salariales collectives, était estimée à environ 2,5 pour-cent pour l'ensemble de ces deux années, cette norme salariale devrait correspondre à une marge réelle maximale de coût salarial horaire de 3,4 pour-cent.

Deux hypothèses ont été formulées dans ces prévisions: d'une part, on suppose que toute la marge salariale réelle maximale sera utilisée, et que d'autre part, en dépit de la marge créée par la baisse du coût salarial horaire intervenue suite aux nouvelles réductions des cotisations patronales, le salaire horaire brut ne progressera pas. Ces deux hypothèses impliquent que la marge réelle maximale de coût salarial horaire de 3,4 pour-cent se traduise par une croissance équivalente du salaire horaire brut réel pour les années 1999-2000. Ce raisonnement ne s'applique qu'à l'emploi "traditionnel" dans le secteur privé puisque l'on estime que certains programmes spéciaux du secteur privé connaîtront une évolution salariale spécifique.

Ainsi, le coût salarial horaire des salariés du secteur privé, à l'exclusion de programmes spéciaux, devrait croître, en termes nominaux, de quelque 4,25 pour-cent sur la période 1999-2000, ce qui est nettement moins que la marge maximale supposée de 5,9 pour-cent<sup>2</sup>. Cette différence est due, pour une petite partie

---

2. Même si les programmes spéciaux (création d'emplois à un salaire inférieur à la moyenne) sont pris en considération, la progression n'est que de 4 pour-cent (cf. annexe statistique, tableau B.4).

(environ 0,25 point de pour-cent), au fait que l'indexation prévue serait inférieure à l'indexation calculée au moment de la conclusion des conventions collectives de travail. Pour le reste, la croissance limitée du salaire horaire s'explique par les diverses mesures prises en faveur d'une réduction des cotisations patronales.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de l'impact annuel total des mesures prises en faveur d'une diminution des cotisations patronales de sécurité sociale depuis le "Plan Global". Le montant global des réductions de cotisations dans le secteur des entreprises devrait croître de quelque 9 milliards en 1999 et de 49 milliards en 2000. Le montant global des réductions de cotisations devrait donc dépasser les 124 milliards BEF. Cette estimation prend en considération les réductions supplémentaires inscrites au budget 2000: nouveau renforcement de la mesure structurelle (24,3 milliards), réductions dans le cadre du Plan Rosetta visant à procurer un premier emploi aux jeunes (4 milliards) et lutte contre les pièges à l'emploi (0,5 milliard).

**TABLEAU 1 Réduction des cotisations patronales depuis le Plan Global**  
(milliards BEF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999 <sup>a</sup>	2000 <sup>a</sup>
Entreprises, dont	31.4	43.2	55.1	49.2	66.3	75.2	124.5
Maribel social	0.0	0.0	0.0	0.5	3.1	8.6	12.5
Maribel + bas salaires	24.6	28.1	31.0	36.8	42.0	53.8	93.8
Autres	6.9	15.1	24.0	11.9	21.1	12.8	18.2
Secteur public	3.4	5.0	4.9	5.3	6.3	6.5	6.6
Total	34.8	48.2	60.0	54.5	72.5	81.7	131.1

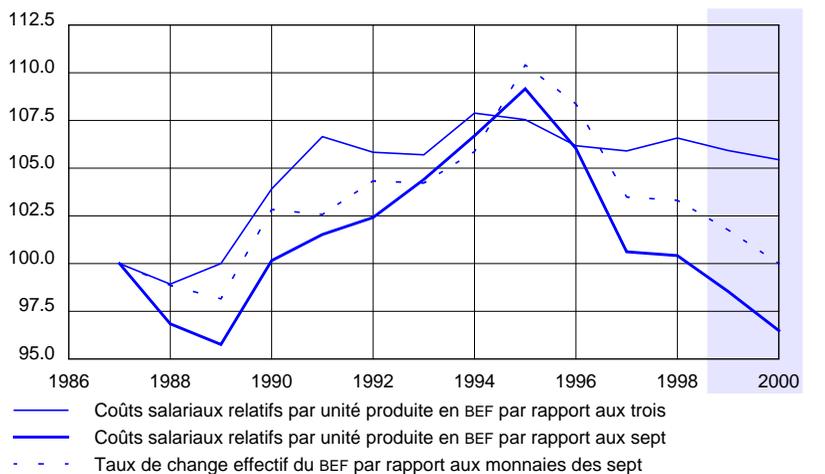
a. Pour 1999 et 2000: montants estimés ex ante

En sus des réductions de cotisations patronales, ces prévisions tiennent compte des réductions de cotisations personnelles qui sont d'application à partir de 2000. Lors de la confection du budget 2000, l'enveloppe globale mise à disposition pour le relèvement des bas salaires a été portée à 6,8 milliards BEF.

*Evolution relative du coût salarial*

En Belgique, le coût salarial par unité produite (pour l'ensemble de l'économie) devrait avoir progressé de 0,9 pour-cent en 1999 contre 1,5 pour-cent en moyenne en Allemagne, en France et aux Pays-Bas. En 2000, la croissance du coût salarial belge par unité produite devrait se limiter à 0,4 pour-cent contre 0,8 pour-cent en moyenne dans nos trois pays voisins. Tant en 1999 qu'en 2000, l'évolution salariale moyenne dans nos trois pays voisins est entraînée à la hausse par les Pays-Bas. La Belgique réaliserait ainsi, sur les deux années, un gain de compétitivité de plus de 1 pour-cent par rapport à ses trois principaux partenaires commerciaux. Toutefois, par rapport à 1987, il subsisterait un handicap salarial de près de 5,5 pour-cent.

**FIGURE 13** Evolution des coûts salariaux en Belgique par rapport aux principaux partenaires commerciaux  
Indices 1987=100



Source: Commission Européenne, ICN, BfP (avant 1995: calculs propres)

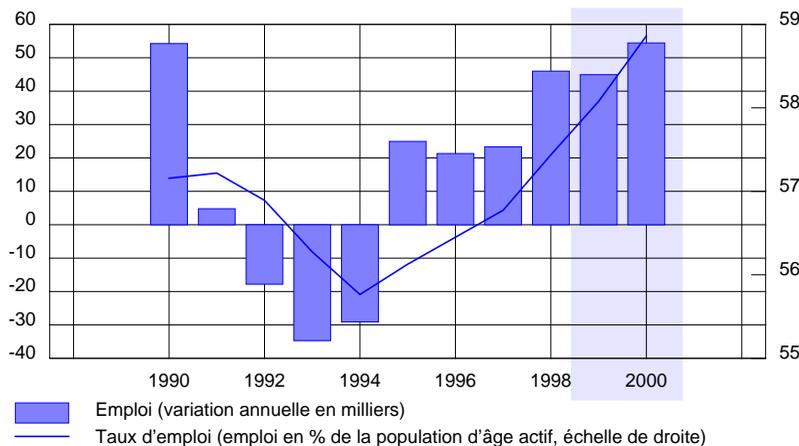
La comparaison avec nos sept principaux partenaires commerciaux (les trois pays limitrophes plus l'Italie, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le Japon) est toute autre. Il ressort que par rapport à 1987, la position de la Belgique en matière de coût salarial relatif s'est améliorée d'environ 3,5 pour-cent. Cette amélioration est la conséquence de l'évolution du coût salarial relatif en monnaie nationale, étant donné qu'en l'an 2000 le taux de change effectif du franc belge par rapport aux sept monnaies en question serait précisément au même niveau qu'en 1987.

Sur une plus courte période, et plus précisément depuis 1996, l'amélioration sensible de la position concurrentielle de la Belgique par rapport à ses sept principaux partenaires commerciaux reflète, en grande partie, la dépréciation effective du taux de change du franc belge. Sur la période 1999-2000 par exemple, le coût salarial relatif par unité produite, exprimé en francs belges, par rapport aux sept partenaires commerciaux devrait diminuer de près de 4 pour-cent alors que le franc belge devrait se déprécier de près de 3,5 pour-cent sur cette même période.

### 3. Le marché du travail

Les chiffres définitifs du MfET indiquent que l'emploi total<sup>3</sup> a progressé en 1998 de 46.000 unités (évolution de juin à juin). Cette progression est un peu moins marquée que prévu, ce qui s'explique entièrement par la diminution de 7.000 unités du nombre d'indépendants et d'aidants. Compte tenu de la forte croissance de l'emploi au deuxième semestre 1998 et de l'augmentation nette de l'emploi dans le secteur public, la progression de juin à juin 1999 devrait à peine être inférieure à celle de l'année précédente et s'élever à 45.000 unités. Avec l'intensification de la croissance économique, la création d'emplois en 2000 pourrait même être de l'ordre de 53.000 unités. Le taux d'emploi (soit l'emploi total exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler) devrait ainsi passer de 57,4 pour-cent en 1998 (dernière observation), à 58,1 pour-cent en 1999 et à 58,9 pour-cent en 2000. De 1994 à 2000, le taux d'emploi devrait croître de 3 points de pour-cent, soit une moyenne annuelle de 0,5 point de pour-cent.

**FIGURE 14**      **Emploi et taux d'emploi**  
Chiffres au 30 juin



Source: MfET, Bureau fédéral du Plan

3. Par emploi total, on entend l'emploi intérieur (environ 53.000 unités) plus le solde des travailleurs frontaliers (1.000 unités).

Une partie non négligeable de la croissance de l'emploi devrait se situer, en 1999 et 2000, dans le secteur public où respectivement 11.500 et 6.000 emplois seraient créés. Cette évolution s'explique principalement par le succès des formules de travail à temps partiel (avec embauche compensatoire) et - surtout en 1999 - par la poursuite de la progression de l'emploi dans le cadre des "programmes de transition professionnelle" (emploi subventionné auprès des autorités locales).

Dans le secteur marchand, la productivité horaire (à l'exclusion de l'emploi dans le cadre des "programmes spéciaux") devrait croître de 1,5% en 1999 et de 2,5% en 2000. D'une part, la croissance de la productivité en 2000 sera ralentie par la poursuite de la progression modérée des salaires bruts et par l'effet inhibiteur découlant des nouvelles réductions de cotisations patronales sur l'évolution des coûts salariaux. D'autre part, l'affaiblissement passager de la croissance économique en 1999, cumulé à une forte reprise en 2000, entraînera une nette accélération de la croissance de la productivité.

Le nombre de salariés dans les entreprises devrait progresser (évolution de juin à juin) de 32.000 unités en 1999 et de 47.500 unités en 2000. En termes bruts, c'est-à-dire sans tenir compte des effets d'aubaine, en 1999, plus de 4 emplois sur 10 emplois créés dans le secteur privé s'inscriraient dans le cadre de programmes spécifiques pour l'emploi (programmes des agences locales pour l'emploi (ALE)<sup>4</sup>, les "emplois Smet" et le "Maribel Social"). En 2000, cette proportion descendrait à moins de 2 emplois sur 10.

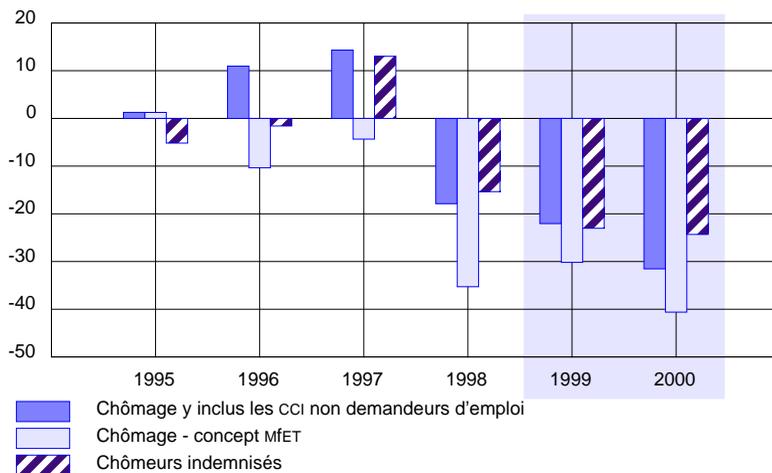
---

4. En ce qui concerne le programme ALE, il a été décidé par convention que seules les personnes totalisant au minimum 180 heures de travail sur une période de 6 mois seraient comptabilisées dans l'emploi.

FIGURE 15

## Evolution du nombre de chômeurs

Variation annuelle en milliers, chiffres au 30 juin



Source: ONEm, Bureau fédéral du Plan

La population active "au sens large" (y compris les chômeurs complets indemnisés non-demandeurs d'emploi; chiffres de juin) devrait croître de 23.000 unités en 2000. Cette progression est comparable à celle intervenue en 1999 de sorte que la croissance plus ferme de l'emploi se traduirait aussi par une diminution du chômage plus marquée qu'en 1999. Le chômage "au sens large" (chiffres de juin) diminuerait de 31.500 unités alors que le chômage "au sens étroit" se réduirait un peu plus sensiblement, soit de 40.500 unités, en raison de la nouvelle augmentation attendue du nombre de "chômeurs complets indemnisés non-demandeurs d'emploi". Toutefois, dans les deux cas, on observerait une diminution de 10.000 unités de plus qu'en 1999. Si on se limite à la catégorie des chômeurs complets indemnisés, la diminution attendue pour 2000 (25.000 unités) n'est que très faiblement supérieure à celle de 1999 (23.000 unités). On constate, au cours du deuxième semestre 1999, une forte diminution du chômage chez les jeunes ayant quitté l'école et n'ayant pas droit à des allocations. Cette évolution devrait se poursuivre en 2000.



## Annexe

---

Tableau A.	Environnement international
Tableau B.1.	Demande agrégée à prix courants (mld BEF)
Tableau B.2.	Demande agrégée à prix constants (taux de croissance)
Tableau B.3.	Déflateurs de la demande agrégée (taux de croissance)
Tableau B.4.	Evolution de la masse salariale des entreprises et ses déterminants (moyennes annuelles)
Tableau B.5.	Indicateurs macroéconomiques
Tableau B.6.	Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin (en milliers)
Tableau B.6.bis	Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin - détail (en milliers)
Tableau B.7.	Revenu disponible des ménages (mld BEF)
Tableau B.8.	Revenu disponible réel des ménages (taux de croissance)
Tableau B.9.	Compte des entreprises (mld BEF)
Tableau B.10.	Opérations avec le reste du Monde

Les données statistiques reprises dans les tableaux intègrent les informations contenues dans les "Comptes nationaux 1998" établis par l'ICN selon la méthodologie du SEC95.

---

## Tableau A. Environnement international

*Taux de croissance, sauf indications contraires*

	97	98	99	00
<b>Marchés extérieurs pertinents pour la Belgique</b>	9.4	6.3	4.3	6.5
<b>Demandes finales des partenaires en volume</b>	3.7	3.9	2.8	3.7
<b>Taux de change nominal effectif du BEF (1) (2)</b>	-4.2	0.7	-1.7	-1.8
<b>Taux de change de l'euro en dollar</b>	--	--	106.7	102.5
(nombre de dollars pour 100 euros) (2)				
<b>Prix mondiaux</b>				
Biens hors énergie (en BEF) (3)	5.8	-1.4	1.1	2.9
Énergie (Brent: USD par baril) (2)	19.1	12.8	17.8	23.5
<b>Évolution du coût salarial dans l'ensemble de l'économie (en BEF)</b>				
<i>7 partenaires commerciaux (4)</i>				
Coûts salariaux par tête	7.6	2.8	3.9	4.2
Coûts salariaux par unité produite	5.8	1.3	2.8	2.5
<i>3 partenaires commerciaux (5)</i>				
Coûts salariaux par tête	2.4	2.1	2.7	2.5
Coûts salariaux par unité produite	0.6	0.5	1.5	0.8
<b>Taux d'intérêt allemands (niveau)</b>				
Court terme (3 mois) (2)	3.3	3.5	3.0	3.9
Long terme (10 ans)	5.7	4.6	4.5	5.5
<b>Taux d'intérêt zone euro (niveau)</b>				
Court terme (EURIBOR à 3 mois) (2)	--	--	3.0	3.9
Long terme (10 ans) (6)	5.8	4.7	4.6	5.7

(1) Un chiffre positif (négatif) indique une appréciation (dépréciation) du BEF.

(2) Pour les valeurs futures: hypothèse technique basée sur les cotations à terme

(3) Taux de croissance pondéré des prix à l'exportation des biens (hors énergie) provenant de nos partenaires commerciaux

(4) Allemagne, France, Pays-Bas, Royaume Unie, Italie, États Unis, Japon

(5) Allemagne, France, Pays-Bas

(6) Moyenne pondérée des pays de la zone euro

**Tableau B.1. PIB et principales catégories de dépenses à prix courants**

	mld BEF				mld €
	97	98	99	00	00
Dépenses de consommation finale des particuliers	4670.9	4889.8	5043.7	5228.3	129.61
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics, dont	1850.9	1916.7	1997.6	2059.8	51.06
a. Achats de biens et services	135.5	145.1	154.1	163.6	4.06
b. Salaires, traitements et pensions	1033.7	1066.4	1103.4	1130.8	28.03
c. Prestations sociales en nature	532.0	553.9	587.1	610.1	15.12
Formation brute de capital fixe	1817.0	1893.0	1995.1	2115.0	52.43
a. Investissements des entreprises (1)	1220.3	1281.2	1365.1	1451.5	35.98
b. Investissements des pouvoirs publics	143.6	145.1	157.7	171.7	4.26
c. Investissements en logements	453.1	466.7	472.3	491.8	12.19
Variation de stocks	-20.0	23.9	-14.5	1.9	0.05
Emplois finals nationaux	8318.8	8723.3	9021.9	9405.0	
Exportations de biens et services	6608.3	6868.0	7031.8	7755.7	233.14
Importations de biens et services	6214.7	6502.5	6658.8	7349.9	
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>8712.4</b>	<b>9088.8</b>	<b>9394.9</b>	<b>9810.7</b>	<b>192.26</b>
<b>Revenu National Brut</b>	<b>8794.5</b>	<b>9175.1</b>	<b>9489.6</b>	<b>9907.3</b>	<b>182.20</b>

(1) Y compris indépendants et ISBL

---

**Tableau B.2. PIB et principales catégories de dépenses à prix constants***Taux de croissance*

	97	98	99	00
Dépenses de consommation finale des particuliers	2.2	3.8	2.0	2.1
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics, dont	0.0	1.4	2.3	1.0
a. Achats de biens et services	1.1	6.1	5.0	4.6
b. Salaires, traitements et pensions	0.3	1.7	2.1	1.0
c. Prestations sociales en nature	-0.7	0.0	2.5	0.3
Formation brute de capital fixe	6.5	3.7	6.0	4.5
a. Investissements des entreprises (1)	7.2	4.5	7.8	4.8
b. Investissements des pouvoirs publics	5.2	1.0	8.8	7.0
c. Investissements en logements	4.9	2.3	0.2	2.8
Variation de stocks (2)	0.1	0.8	-1.1	0.4
Emplois finals nationaux	2.7	4.1	1.8	2.9
Exportations de biens et services	6.7	4.2	2.9	6.8
Importations de biens et services	5.8	6.3	2.2	6.6
Exportations nettes (2)	0.9	-1.2	0.6	0.4
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>3.5</b>	<b>2.7</b>	<b>2.3</b>	<b>3.2</b>

(1) Y compris indépendants et ISBL

(2) Contribution à la croissance du PIB

---

---

**Tableau B.3. Déflateurs du PIB et des principales catégories de dépenses***Taux de croissance*

	97	98	99	00
Dépenses de consommation finale des particuliers	1.5	0.8	1.1	1.5
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics, dont	2.4	2.1	1.9	2.1
a. Achats de biens et services	2.0	1.0	1.1	1.6
b. Salaires, traitements et pensions	3.3	1.5	1.3	1.4
c. Prestations sociales en nature	1.1	4.1	3.4	3.6
Formation brute de capital fixe	1.2	0.5	-0.6	1.4
a. Investissements des entreprises (1)	1.0	0.5	-1.2	1.5
b. Investissements des pouvoirs publics	2.0	0.0	-0.1	1.8
c. Investissements en logements	1.4	0.6	1.0	1.3
Emplois finals nationaux	1.6	0.7	1.6	1.3
Exportations de biens et services	4.6	-0.3	-0.5	3.2
Importations de biens et services	5.2	-1.6	0.2	3.5
Termes de l'échange	-0.6	1.3	-0.7	-0.3
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>1.3</b>	<b>1.6</b>	<b>1.0</b>	<b>1.2</b>

(1) Y compris indépendants et ISBL

---

**Tableau B.4. Masse salariale dans le secteur privé: évolution et déterminants***Moyennes annuelles*

	97	98	99	00
Coût salarial par heure effective	3.1	1.9	2.1	1.8
Coût salarial par personne	2.9	1.9	1.4	1.9
Salaire brut par heure effective	2.9	2.2	2.3	3.1
Salaire brut par personne	2.7	2.2	1.6	3.2
Indexation	1.5	1.3	0.9	1.3
Salaire brut par heure effective hors indexation	1.4	0.9	1.3	1.8
Salaire brut par personne hors indexation	1.2	0.8	0.7	1.9
Emploi (nombre d'heures)	0.9	2.1	1.0	2.0
Emploi (nombre de personnes)	1.1	2.1	1.7	1.9
<b>Masse salariale y compris cotisations patronales (1)</b>	4.0	4.0	3.2	3.9
<b>Masse salariale hors cotisations patronales</b>	3.8	4.3	3.3	5.2
<i>Autres indicateurs</i>				
Inflation : indice traditionnel	1.6	1.0	1.1	1.5
Inflation : indice santé	1.3	1.3	0.9	1.3
Indexation rémunérations secteur public	1.2	1.7	1.0	1.0
Indexation des prestations sociales	1.2	1.5	1.2	0.8
<i>Taux implicites de cotisations (en % de la masse salariale brute)</i>				
Cotisations patronales (sensu lato) (1)	35.6	35.2	35.0	33.3
Cotisations patronales (sensu stricto) (2)	26.8	26.4	26.3	24.8
Cotisations des salariés (3)	11.3	11.3	11.3	11.1

(1) Y compris les cotisations patronales fictives, extra-légales et les cotisations perçues par le pouvoir fédéral

(2) Cotisations patronales reçues par la Sécurité sociale

(3) A l'exclusion des cotisations personnelles libres

**Tableau B.5. Indicateurs macroéconomiques**

	97	98	99	00
<b>Taux d'intérêt du marché</b>				
Taux court (tarif interbancaire, 3 mois)	3.5	3.6	2.9	3.9
Taux long (OLO, 10 ans)	5.8	4.8	4.8	5.7
<b>Secteur des entreprises (taux de croissance) (1)</b>				
Valeur ajoutée à prix constants	3.4	3.0	1.9	3.7
Emploi (nombre d'heures)	1.1	1.1	0.6	1.4
Productivité horaire	2.2	1.9	1.3	2.4
<b>Economie globale (entreprises + Etat) (1)</b>				
Coût du travail par travailleur en Belgique	3.1	2.5	1.9	2.2
Coût du travail par unité produite en Belgique	0.4	1.1	0.9	0.4
<i>Coûts relatifs du travail par rapport aux 7 pays (2)</i>				
par travailleur	-4.2	-0.3	-2.0	-2.0
par unité produite	-5.1	-0.2	-1.9	-2.1
<i>Coûts relatifs du travail par rapport aux 3 pays (2)</i>				
par travailleur	0.7	0.4	-0.8	-0.3
par unité produite	-0.3	0.6	-0.6	-0.5
<b>Contribution à la variation du déflateur de la demande finale</b>				
(a) Coûts d'origine intérieure = (a1)+(a2)+(a3)	0.8	0.9	0.6	0.7
(a1) Coûts salariaux par unité produite	0.1	0.3	0.3	0.1
(a2) Impôts indirects nets de subsides par unité produite	0.3	0.1	0.2	0.0
(a3) Marge bénéficiaire par unité produite (3)	0.4	0.5	0.1	0.5
(b) Coût des importations	2.1	-0.6	0.1	1.5
(c) Déflateur de la demande finale	2.9	0.3	0.7	2.2
<i>Pro memori:</i>				
Taux d'utilisation des capacités	82.0	81.8	81.9	82.7
Variation du taux d'utilisation des capacités	2.1	-0.1	0.0	0.9
Ecart du PIB par rapport à sa tendance (en % du PIB tendanciel)	-0.4	0.0	-0.1	0.8

(1) Salariés et indépendants

(2) Un chiffre positif (négatif) indique une augmentation plus forte (moins forte) en Belgique

(3) Excédent brut d'exploitation de l'économie nationale et revenu mixte des indépendants

**Tableau B.6. Situation sur le marché de l'emploi***En milliers au 30 juin*

	97	98	99	00
<b>I. Population totale (II+III)</b>	10181.2	10203.0	10222.9	10240.5
I.bis Population d'âge actif	6706.1	6708.7	6712.2	6715.3
<b>II. Population inactive (concept MFET)</b>	5833.4	5844.4	5849.6	5853.3
<i>dont: avec allocation ONEm</i>	280.6	293.2	299.5	308.7
<b>III. Population active (concept MFET) (IV+V+VI)</b>	4347.9	4358.6	4373.4	4387.2
<b>IV. Emploi intérieur</b>	3754.9	3799.3	3843.2	3896.6
(a) Salariés (1)	2372.8	2420.1	2452.3	2499.8
(b) Indépendants	699.9	692.5	692.6	692.6
(c) Emploi public (2)	682.3	686.6	698.3	704.2
<i>dont: effectifs enregistrés par l'ONEm</i>	176.8	192.4	220.9	237.8
- avec allocation ONEm	87.7	106.9	128.7	140.2
- sans allocation ONEm	89.0	85.5	92.2	97.6
<b>V. Travailleurs frontaliers (solde)</b>	52.4	54.1	55.1	56.1
<b>VI. Chômage (concept MFET)</b>	540.6	505.3	475.1	434.5
(a) Chômeurs complets indemnisés	456.7	425.1	394.7	361.8
(b) Autres chômeurs inscrits obligatoirement	62.2	60.0	57.8	49.3
(c) Demandeurs libres inoccupés	21.6	20.2	22.7	23.5
Taux de chômage (VI)/(III)	12.4	11.6	10.9	9.9
Taux d'activité (III)/(I.bis)	64.8	65.0	65.2	65.3
Taux d'emploi (IV+V/I.bis)	56.8	57.4	58.1	58.9
<i>Pro memori</i>				
(d) Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi	113.8	131.2	139.3	148.4
<b>II.bis Population inactive à l'excl. de (d)</b>	5719.6	5713.3	5710.3	5705.0
<b>III.bis Population active y inclus (d)</b>	4461.6	4489.8	4512.6	4535.5
<b>VI.bis Chômage y inclus (d)</b>	654.3	636.4	614.4	582.9
Taux de chômage (VI.bis/III.bis)	14.7	14.2	13.6	12.9
Taux de chômage (définition standardisée Eurostat) (3)	9.4	9.5	9.0	8.5
Taux d'activité (III.bis/I.bis)	66.5	66.9	67.2	67.5

(1) Y compris ALE, PRI, PEP (cf. tableau B.6.bis)

(2) Y compris PTP (cf. tableau B.6.bis)

(3) En moyenne annuelle

**Tableau B.6.bis Situation sur le marché de l'emploi - détail**

<i>En milliers au 30 juin</i>	97	98	99	00
<b>I. Population totale (II+III)</b>	10181.2	10203.0	10222.9	10240.5
I.bis Population d'âge actif	6706.1	6708.7	6712.2	6715.3
<b>II. Population inactive (concept MFET)</b>	5833.4	5844.4	5849.6	5853.3
<i>dont: avec allocation ONEm = enregistré par l'ONEm:</i>	280.6	293.2	299.5	308.7
- chômeurs âgés non demandeurs d'emploi	113.8	131.2	139.3	148.4
- dispenses pour raisons sociales et familiales (1)	7.5	8.5	8.9	9.3
- dispenses pour reprise d'études (1)	8.4	7.4	7.9	7.4
- interruptions complètes de carrière (1)	20.3	21.8	25.0	27.8
- prépensions conventionnelles à temps plein (1)	130.5	124.4	118.4	115.9
<b>III. Population active (concept MFET) (IV+V+VI)</b>	4347.9	4358.6	4373.4	4387.2
<b>IV. Emploi intérieur</b>	3754.9	3799.3	3843.2	3896.6
<i>dont: effectifs enregistrés par l'ONEm (2):</i>	176.8	192.4	220.9	237.8
- avec allocation ONEm:	87.7	106.9	128.7	140.2
* temps partiel avec AGR (3) + invol. avec allocations (1)	31.7	33.8	33.9	33.9
* activation (ALE, PRI, PTP, PEP) (1)(4)	7.9	14.9	26.7	31.8
* interruptions partielles de carrière (1)	36.0	46.3	56.1	62.5
* prépensions à temps partiel (1)	0.3	0.5	0.9	1.0
* chômeurs complets en atelier protégé (1)	0.9	0.9	0.7	0.7
* chômeurs complets en formation professionnelle (1)	10.9	10.5	10.4	10.3
- sans allocation ONEm:	89.0	85.5	92.2	97.6
* temps partiel sans AGR (3)	43.5	40.2	43.0	45.1
* jeunes à temps partiel pendant stage	3.3	3.5	3.7	3.8
* demandeurs d'emploi libres occupés et autres	42.2	41.8	45.5	48.7
<b>V. Travailleurs frontaliers (solde)</b>	52.4	54.1	55.1	56.1
<b>VI. Chômage (concept MFET)</b>	540.6	505.3	475.1	434.5
(a) chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi	456.7	425.1	394.7	361.8
(b) autres inscrits obligatoirement	62.2	60.0	57.8	49.3
- jeunes en stage d'attente	22.7	21.9	23.6	17.6
- autres, dont:	39.5	38.1	34.2	31.6
* temps partiels volontaires indemnisés (1)	27.9	26.7	26.1	25.6
* bénéficiaires d'allocations de transition (1)	0.4	0.5	0.5	0.4
(c) demandeurs d'emploi libres inoccupés	21.6	20.2	22.7	23.5
(1) Définitions Infostat (concept paiements)				
(2) Non compris le chômage temporaire				
(3) AGR : allocation de garantie de revenu				
(4) Emploi via une Agence Locale pour l'Emploi (ALE) - pour autant qu'un nombre suffisant d'heures soit presté -, via le Programme de Réinsertion (PRI), les Programmes de Transition Professionnelle (PTP) ou sur base d'un contrat de Première Expérience Professionnelle (PEP)				

**Tableau B.7. Compte des ménages**

<i>En mld BEF</i>	97	98	99	00
<b>I. Opérations courantes</b>				
<b>a. Ressources</b>	8302.2	8568.7	8791.3	9095.7
1. <i>Excédent net d'exploitation</i>	630.3	655.1	678.1	715.1
2. <i>Revenu mixte</i>	495.6	523.9	538.6	561.9
3. <i>Rémunération des salariés</i>	4569.9	4742.1	4897.6	5073.6
Salaires et traitements bruts	3365.2	3500.5	3619.5	3784.1
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	947.5	975.7	1004.8	1006.2
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs	257.2	265.9	273.4	283.3
4. <i>Revenus nets de la propriété</i>	856.3	876.6	858.8	885.9
Intérêts reçus	725.9	711.5	689.5	726.0
Intérêts payés (-)	258.9	248.8	238.4	258.5
Revenu distribué des sociétés	249.0	268.8	260.5	267.6
Autres	140.3	145.0	147.2	150.8
5. <i>Prestations sociales</i>	1684.9	1723.5	1767.0	1807.9
6. <i>Autres transferts courants nets</i>	-12.0	-15.3	-11.3	-11.3
7. <i>Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension</i>	77.3	62.8	62.6	62.6
<b>b. Emplois</b>	7582.9	7887.8	8130.6	8405.7
1. <i>Impôts courants sur le revenu et le patrimoine</i>	1221.9	1270.0	1305.2	1368.7
2. <i>Cotisations sociales, dont:</i>	1804.0	1848.1	1906.4	1938.5
Cotisations sociales effectives	1546.8	1582.3	1633.0	1655.2
Cotisations sociales imputées	257.2	265.9	273.4	283.3
3. <i>Consommation finale nationale</i>	4556.9	4769.7	4919.1	5098.5
<b>c. Epargne nette</b>	719.4	680.9	660.7	689.9
<b>II. Opérations en capital</b>				
<b>a. Ressources</b>	24.3	22.2	34.0	43.6
<b>b. Emplois</b>	327.2	344.7	351.6	363.8
1. <i>Formation brute de capital fixe</i>	561.2	588.9	602.6	630.3
2. <i>Consommation de capital fixe (-)</i>	269.1	283.4	292.9	304.0
3. <i>Impôts en capital</i>	32.8	38.7	41.3	41.9
4. <i>Acquisitions moins cessions d'objets de valeur</i>	-0.2	-0.3	-0.3	-0.3
5. <i>Acquisitions moins cessions d'actifs financiers non produits</i>	-6.1	-9.1	-9.1	-9.1
6. <i>Autres transferts en capital à payer</i>	8.6	9.9	10.0	4.9
<b>III. Capacité nette(=) ou besoin net (-) de financement</b>	416.5	358.4	343.2	369.7
en % du PIB	4.8	3.9	3.7	3.8

**Tableau B.7.bis Compte des ISBL au service des ménages**

*En mld BEF*

	97	98	99	00
<b>I. Opérations courantes</b>				
<b>a. Ressources</b>	123.3	128.3	134.7	141.9
1. <i>Excédent net d'exploitation</i>	0.0	0.0	0.0	0.0
2. <i>Cotisations sociales</i>	2.9	3.0	3.1	3.2
3. <i>Revenus nets de la propriété</i>	1.1	1.0	0.9	0.9
Intérêts reçus	1.5	1.4	1.4	1.4
Intérêts payés (-)	0.5	0.5	0.5	0.6
Autres	0.1	0.1	0.1	0.1
4. <i>Autres transferts courants nets</i>	119.3	124.2	130.6	137.8
<b>b. Emplois</b>	118.1	124.5	129.2	134.5
1. <i>Impôts courants sur le revenu</i>	1.2	1.4	1.5	1.6
2. <i>Prestations sociales</i>	2.9	3.0	3.1	3.2
3. <i>Consommation finale nationale</i>	114.0	120.1	124.6	129.8
<b>c. Epargne nette</b>	5.2	3.7	5.4	7.4
<b>II. Opérations en capital</b>				
<b>a. Ressources</b>	4.9	5.1	7.1	7.3
<b>b. Emplois</b>	3.0	3.1	3.2	3.3
1. <i>Formation brute de capital fixe</i>	5.4	5.6	5.8	6.0
2. <i>Consommation de capital fixe (-)</i>	2.4	2.5	2.6	2.7
<b>III. Capacité nette(+) ou besoin net (-) de financement</b>	7.1	5.7	9.4	11.4
en % du PIB	0.1	0.1	0.1	0.1

**Tableau B.8. Revenu disponible réel des particuliers (1)***Taux de croissance*

	97	98	99	00
<b>Revenu primaire brut</b>	2.0	3.0	1.5	2.2
<i>a. Salaires, dont:</i>	2.3	2.9	2.1	2.0
Entreprises	2.5	3.2	2.0	2.4
Etat	2.1	2.3	2.3	0.9
Travailleurs frontaliers	-0.1	0.6	3.7	2.2
<i>b. Excédent brut d'exploitation et revenu des indépendants</i>	1.6	4.0	2.1	3.2
Excédent brut d'exploitation des particuliers	2.2	3.5	2.3	3.4
Revenu mixte des indépendants	0.5	4.9	1.7	2.8
<i>c. Revenu de la propriété (net), dont:</i>	1.1	1.5	-3.1	1.6
Intérêts reçus	-2.3	-2.8	-4.2	3.7
Intérêts payés (-)	-3.3	-4.7	-5.2	6.8
Revenus distribués des sociétés	5.1	7.1	-4.2	1.2
<b>Distribution secondaire des revenus</b>	7.1	3.4	1.9	2.0
<i>a. Transferts aux particuliers, dont:</i>	1.2	1.4	1.8	1.0
Prestations sociales	0.9	1.5	1.4	0.8
<i>b. Cotisations de Sécurité sociale (-)</i>	2.8	1.6	2.0	0.2
Cotisations sociales effectives	3.2	1.5	2.1	-0.2
Cotisations sociales imputées	0.9	2.5	1.7	2.1
<i>c. Impôts courants sur le revenu (-)</i>	4.6	3.1	1.6	3.3
<b>Revenu disponible brut des particuliers</b>	1.0	2.9	1.4	2.3

(1) Ménages (y compris indépendants) et ISBL au service des ménages

## Tableau B.9. Compte des entreprises

En mld BEF

	97	98	99	00
<b>I. Opérations courantes</b>				
<b>a. Ressources</b>	937.0	962.0	969.5	1044.3
1. <i>Excédent net d'exploitation</i>	1165.9	1227.3	1263.5	1355.4
2. <i>Cotisations sociales</i>	310.5	310.0	319.0	332.0
cotisations effectives à charge des employeurs	151.5	156.1	160.3	166.6
cotisations à charge des salariés	87.2	79.2	82.3	86.0
cotisations sociales imputées	71.8	74.6	76.4	79.4
3. <i>Revenus nets de la propriété</i>	-203.6	-208.7	-240.0	-252.2
4. <i>Autres transferts courants nets</i>	11.8	5.3	9.7	9.2
5. <i>Correction pour les services d'intermédiation financière (-)</i>	347.6	371.8	382.7	400.1
<b>b. Emplois</b>	600.4	655.5	661.9	715.6
1. <i>Impôts courants sur le revenu</i>	269.1	328.7	321.3	361.9
2. <i>Prestations sociales</i>	254.1	264.0	278.0	291.1
prestations d'assurance sociale de régimes privés	157.2	168.5	176.0	185.7
prestations d'assurances sociales directes d'employeurs	96.9	95.5	102.1	105.4
3. <i>Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension</i>	77.3	62.8	62.6	62.6
<b>c. Epargne nette</b>	336.6	306.5	307.6	328.7
<b>II. Opérations en capital</b>				
<b>a. Ressources</b>	99.9	119.1	106.0	96.6
<b>b. Emplois</b>	283.3	330.7	339.9	388.0
1. <i>Formation brute de capital fixe</i>	1106.8	1153.4	1229.0	1306.9
2. <i>Consommation de capital fixe (-)</i>	832.7	883.2	908.2	962.0
3. <i>Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits</i>	8.3	17.7	8.7	9.7
4. <i>Variation des stocks</i>	-20.1	23.7	-14.7	1.7
5. <i>Acquisitions moins cessions d'objets de valeur</i>	0.2	0.3	0.3	0.3
6. <i>Autres transferts en capital à payer</i>	20.7	18.8	24.8	31.4
<b>III. Capacité (+) ou besoin (-) net de financement</b>	153.1	94.9	73.7	37.3
en % du PIB	1.8	1.0	0.8	0.4

**Tableau B.10. Opérations avec le reste du Monde**

En mld BEF

	97	98	99	00
<b>I. Opérations courantes</b>				
<b>a. Emplois</b>	6407.3	6698.4	6859.7	7562.9
1. Importations de biens et services	6214.7	6502.5	6658.8	7349.9
2. Rémunération des salariés	26.8	29.8	31.4	34.4
3. Impôts indirects (à la prod. et à l'import.)	89.5	90.2	87.6	90.6
4. Revenus nets de la propriété (-)	28.8	38.0	38.5	39.1
5. Autres transferts courants nets	46.7	54.0	56.0	58.7
6. Cotisations sociales	38.0	38.8	41.6	44.1
7. Prestations sociales autres que transferts en nature	20.4	21.1	22.8	24.3
<b>b. Ressources</b>	6814.2	7067.4	7240.9	7973.7
1. Exportations de biens et services	6608.3	6868.0	7031.8	7755.7
2. Rémunération des salariés	136.3	140.9	147.9	155.3
3. Subventions	33.3	27.3	27.3	27.3
4. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	2.9	2.6	4.8	5.0
5. Cotisations sociales	8.7	9.7	10.2	11.2
6. Prestations sociales autres que transferts en nature	24.7	18.8	18.8	19.3
<b>c. Solde des opérations courantes</b>	406.9	369.0	381.2	410.8
<b>II. Opérations en capital</b>	15.9	-1.3	-1.0	1.9
1. Transferts nets en capital	18.0	-0.3	0.0	2.9
2. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (-)	2.1	1.0	1.0	1.0
<b>III. Capacité nette (+) ou besoin net (-) de financement du reste du monde</b>	422.8	367.8	380.2	412.6
en % du PIB	4.9	4.0	4.0	4.2